

## **EXHIBIT C**



1

Copie exécutoire : Me Martine Cholay  
Copie aux demandeurs : 3  
Copie aux défendeurs : 2  
Copie Le Guerneve

TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS

ORDONNANCE DE REFERE PRONONCEE LE JEUDI 23/07/2015

PAR M. GUY ELMALEK, PRESIDENT,

ASSISTE DE MME CHRISTELE CHARPIOT, GREFFIER,  
par mise à disposition

1

RG 2015039451  
15/07/2015

N° 15-S270  
*M*

ENTRE :

SA ATARI, RCS B 341 699 106 dont le siège social est 78 rue Taitbout 75009 Paris

Partie demanderesse : assistée de Me David Malamed du cabinet Brown Rudnick LLP Avocat (L0260) et comparant par Me Martine Cholay avocat (B242)

SASU ATARI EUROPE, RCS B 329 033 410 dont le siège social est 78 rue Taitbout 75009 Paris

Partie demanderesse : assistée de Me David Malamed du Cabinet Brown Rudnick LLP Avocat (L0260) et comparant par Me Martine Cholay avocat (B242)

ET :

Société de droit américain ALDEN GLOBAL VALUE RECOVERY MASTER FUND L.P.,  
dont le siège social est c/o ALDEN GLOBAL CAPITAL LLC, 885 Third Avenue, Suite  
34th Floor, NEW YORK 10019 - USA

Partie défenderesse : comparant par Me Frédéric Azoulay du cabinet Cabinet DLA  
Piper UK LLP avocat (R235)

En présence de Maître Laurent Le Guerneve de la SCP VALLIOT- LE GUERNEVE,  
administrateur judiciaire, 41 rue du Four 75006 Paris, en qualité de conciliateur en  
vertu d'une ordonnance de M. le président du tribunal de commerce de Paris.

Pour les motifs énoncés en son assignation introductory d'instance en date du 08 juillet 2015,  
signifiée selon la convention signée à la Haye le 15 novembre 1965, à laquelle il conviendra  
de se reporter quant à l'exposé des faits. La SA ATARI et la SASU ATARI EUROPE  
demandent à M. le président du tribunal de commerce de Paris statuant en la forme des  
référés de :

Vu l'article L. 611-7 du Code de commerce et les articles 1244-1 et suivants du Code civil,  
Ordonner le report du paiement des sommes qui pourraient être dues par ATARI EUROPE  
SAS et ATARI SA au titre du contrat de prêt Alden, de quelque nature qu'elles soient, durant  
un délai qui ne saurait être inférieur à deux années commençant à courir le jour de la  
signification de la décision à intervenir ;

Dire que les sommes correspondant aux échéances reportées produiront intérêt à taux  
réduit, conformément à l'article 1244-2 du Code civil ;

Ordonner l'exécution provisoire de la décision à intervenir ;

Condamner la Défenderesse aux dépens.

Le conseil de la SAS ALDEN GLOBAL VALUE RECOVERY MASTER FUND L.P se  
présente.

La cause fait l'objet d'un renvoi à l'audience du 16 juillet 2015.

2

TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS  
ORDONNANCE EN LA FORME DES REFERES DU JEUDI 23/07/2015

N° RG : 2015039451

A l'audience du 16 juillet 2015, le conseil de la société de droit américain ALDEN GLOBAL VALUE RECOVERY MASTER FUND L.P dépose des conclusions motivées nous demandant de :

Vu l'article L.611-7 du Code de commerce,

Vu les articles 1244-1 et suivants du Code civil,

Vu les articles 857 et 858 du Code de procédure civile;

Vu la Convention de La Haye du 15 novembre 1965 « relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale »;

A titre principal :

- Recevoir Alden Global Value Recovery Master Fund L.P. dans ses écritures et l'en dire bien fondé ;

- Constater que les sociétés Atari Europe SAS et Atari SA est en état de cessation des paiements depuis le 9 avril 2015 au plus tard ;

- Constater la caducité de l'assignation des sociétés Atari Europe SAS et Atari SA pour l'audience du 15 juillet 2015 à 11 heures 30 ;

- par conséquent se déclarer incompétent au profit du Tribunal de commerce de Paris ;

A titre subsidiaire :

- Dire que la demande des Sociétés Atari viole les dispositions de l'article L.611-7 du Code de commerce ;

A titre très subsidiaire :

- Dire que les conditions d'application de l'article 1244-1 du Code de procédure civile ne sont pas réunies ;

- Débouter les sociétés Atari Europe SAS et Atari SA de l'ensemble ;

En tout état de cause :

- Débouter les Sociétés Atari Europe SAS et Atari SA de l'ensemble de leurs fins, moyens et préventions ;

- Condamner les sociétés Atari Europe SAS et Atari SA à payer chacune 10.000 euros à Alden Global Value Recovery Master Fund L.P. au titre de l'article 700 du Code de procédure civile ;

- Assortir la décision à venir en faveur de Alden Global Value Recovery Master Fund L.P. de l'exécution provisoire sans condition ni constitution de garantie.

Après avoir entendu les conseils des parties en leurs explications et observations, en présence de Me Laurent Le Guerneve, en qualité de conciliateur, nous avons remis le prononcé de notre ordonnance, par mise à disposition au greffe, le jeudi 23 juillet 2015 à 15 heures.

Nous Constatons,

Qu'ATARI est depuis sa création en 1972 un groupe américain, qui à la suite de cessions successives a été acheté en 2001 par la société française INFOGRAPHES ENTERTAINMENT qui a modifié en 2009 sa dénomination pour devenir « ATARI SA » ;

Que le groupe ATARI est un éditeur de logiciels applicatifs sur différentes plateformes de jeux vidéo en téléchargement sur ordinateurs, téléphones, tablettes, et autres supports,

Que le groupe ATARI a connu un fort développement dans les années 1980, mais à ce jour la société française ATARI SA, cotée à NISE-EURONEXT PARIS détient 100% des actions de la société ATARI EUROPE SAS qui est propriétaire de droits intellectuels détenus par



6

26

TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS  
ORDONNANCE EN LA FORME DES REFERES DU JEUDI 23/07/2015

N° RG : 2015039451

plusieurs de ses filiales américaines, dont elle gère les droits, mais n'a pas d'activité commerciale significative,

Qu'en avril 2006, ATARI EUROPE emprunte auprès de la BANC OF AMERICA la somme de 60 M€ en principal, afin de pouvoir financer son redéploiement et la sortie de nouveaux jeux vidéo, et la société ATARI SA signe une caution des engagements de sa fille au titre de ce contrat de prêt;

Attendu que le 10 décembre 2009, la BANC OF AMERICA cède sa créance à la société BLUEBAY, qui elle-même cède le 05 février 2013 sa créance au fonds d'investissement ALDEN GLOBAL VALUE RECOVERY MASTER FUND,

Que le solde de ce crédit s'élève, au 31 mars 2015 à 10,6 M€ en principal, plus 1,5 M€ d'intérêts, étant observé que le terme de remboursement est fixé au 30 septembre 2015;

Attendu que la société ATARI SA expose que par son courrier du 30 mars 2015 elle informe la société ALDEN, son créancier, de son désaccord sur les modalités d'application du taux d'intérêt conventionnel perçu sur le prêt, et se considère fondée à demander l'application du taux d'intérêt légal, dont la conséquence serait un versement excédentaire par ATARI SA de 15 M€ au profit d'ALDEN, et ajoute qu'elle serait donc créancière de la société ALDEN d'une somme de 4,1 M€,

Attendu que par ordonnances du 02 juillet 2015 et du 03 juillet 2015, le Président de ce Tribunal a désigné Maître Laurent LE GUERNEVE en qualité de conciliateur, avec mission de prendre connaissance de la situation juridique, économique et financière du requérant, afin d'assister le dirigeant dans ses négociations avec les créanciers de la société, dans la mise en place et la rédaction de tous protocoles, pour assurer la pérennité des sociétés ATARI SA et ATARI EUROPE SAS,

Attendu que par acte extrajudiciaire, les sociétés ATARI SA et ATARI EUROPE ont assigné la société ALDEN GLOBAL VALUE RECOVERY MASTER FUND L.P (ALDEN) afin d'obtenir un report de 24 mois, de l'exigibilité de la créance qui pourrait être due, et ce par application des articles L.611-7 et R.611-35 du Code de Commerce et des dispositions de l'article 1244-1 et suivants du Code Civil,

Attendu que les toutes parties ont été convoquées à l'audience du 16 juillet 2015 à 16 heures,

Qu'elles se sont présentées et ont été entendues,

Que le conciliateur, Maître LE GUERNEVE est présent, a déposé un rapport exprimant un avis favorable sur la demande de délai présentée par les sociétés ATARI SA ET ATARI EUROPE;

Attendu que la société ALDEN expose dans ses conclusions être dans l'attente d'une assignation devant être valablement délivrée aux USA, par les sociétés ATARI SA et ATARI EUROPE SAS, demandant le report de règlement des sommes dues à ALDEN au titre du crédit du 21 avril 2006, et ce sur le fondement des articles L.611-7 du Code de Commerce et 1244-1 et suivants du Code Civil,

Qu'elle en conclue que le « Président de ce Tribunal n'est pas compétent pour statuer sur cette demande qui, au surplus est mal fondée et de mauvaise foi »,



TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS  
ORDONNANCE EN LA FORME DES REFERES DU JEUDI 23/07/2015

N° RG : 2015039451

Que, de plus, la société ALDEN, au cours de l'audience du 16 juillet 2015, invoque oralement la nullité de l'assignation, du fait de la non prise de connaissance de cet acte,

Attendu que les sociétés ATARI SA et ATARI EUROPE exposent, en invoquant l'article 114 du CPC, que la société ALDEN ne justifie d'aucun grief provoqué par la demande des sociétés requérantes,

**SUR CE,**

**1/ Sur la compétence du Président du Tribunal :**

Attendu que l'article L.611-7 du Code de Commerce précise bien que : « si, au cours de la procédure, le débiteur est poursuivi par un créancier, le juge qui a ouvert cette procédure peut, à la demande du débiteur et après avoir été éclairé par le conciliateur, faire application des articles 1244-1 à 1244-3 du Code Civil »,

Que les ordonnances du 02 et 03 juillet 2015, désignant en qualité de conciliateur Maître Laurent LE GUERNEVE sont signées par le Président de ce Tribunal,

Qu'en conséquence le Président de ce Tribunal est bien compétent pour statuer sur la demande de délai formulée par les sociétés ATARI SA et ATARI EUROPE SAS;

**2/ Sur la nullité invoquée de l'assignation :**

Attendu que la société ALDEN GLOBAL VALUE RECOVERY MASTER FUND L.P. a été assignnée en la forme des référes, par les sociétés ATARI SA et ATARI EUROPE pour comparaître le 15 juillet 2015 à 11 heures 30.,

Que cette assignation a été délivrée par DHL,

Que le 15 juillet 2015, toutes les parties ont comparu à cette audience devant le Président, où il a été décidé avec l'accord de tous les présents d'un renvoi au 16 juillet 2015 à 16 heures, afin de permettre au conseil de la société ALDEN de prendre contact avec son client américain;

Que le 16 juillet 2015, l'audience renvoyée s'est tenue en présence des mêmes parties que le 15 juillet 2015 devant le Président,

Que l'avocat de la société ALDEN a confirmé avoir bien contacté son client pour instructions, et qu'en conséquence il ne peut invoquer une ignorance présumée de l'assignation le convoquant à cette audience,

**3/ Sur la demande de délai de paiement par ATARI SA et ATARI EUROPE :**

Attendu que la demande de délai de paiement formulée par les requérantes concerne des sommes qui pourraient être dues par les sociétés ATARI SA et ATARI EUROPE à la société ALDEN,

Que cette demande est la conséquence d'un litige entre les parties sur l'application d'un taux d'intérêt relatif à un contrat de prêt consenti à la société ATARI EUROPE SAS, avec la caution de la société ATARI SA,



6

J

S

TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS  
ORDONNANCE EN LA FORME DES REFERES DU JEUDI 23/07/2015

N° RG : 2015039451

Que la créance due par ATARI est évaluée par ALDEN à la somme de 10,5 M€ en principal, plus 1,6 M€ d'intérêt;

Que cette somme est contestée par la société ATARI SA, mais que la société ALDEN ayant mis en demeure ATARI, par trois fois de payer l'échéance d'intérêt due à la date du 31 mars 2015,

Que par sa lettre du 20 avril 2015, la société ALDEN peut prononcer l'exigibilité anticipée du prêt sans mise en demeure préalable, conformément aux dispositions de l'article 23.16 du contrat de prêt;

Que les sociétés ATARI SA et ATARI EUROPE SAS connaissent des difficultés financières ayant justifié l'ouverture d'une procédure de conciliation, qui montre la détermination des requérantes à trouver un accord de règlement amiable avec leur créancier afin de pérenniser la situation de leur exploitation;

Que les résultats présents et à venir des sociétés ATARI SA et ATARI EUROPE pourront permettre à ces dernières de faire face à leurs engagements si des délais de paiement leur sont accordés,

Que dans ces conditions il y a lieu à faire droit à la demande de délai sollicitée par les sociétés ATARI SA et ATARI EUROPE SAS,

**Sur l'article 700 CPC**

L'équité ne commande pas en l'espèce de faire application des dispositions de l'article 700 CPC.

**Par ces motifs**

Statuant en la forme des référés, par ordonnance contradictoire, en premier ressort;

Vu les articles L.611-7, R.611-35 du Code de Commerce,

Vu les articles 1244-1 à 1244-3 du Code Civil,

Vu l'article 329 du Code de Procédure Civile,

- Déclare le Président de ce Tribunal compétent pour statuer sur la demande de délai formulée par ATARI SA et ATARI EUROPE SAS,

- Rejette la demande de nullité de l'assignation du 15 juillet 2015 formulée par la société ALDEN GLOBAL VALUE RECOVERY MASTER FUND L.P.,

- Déclare recevable dans ses écritures la société ALDEN GLOBAL VALUE RECOVERY MASTER FUND L.P.,

- Déclare recevable la demande de délai formulée par les sociétés ATARI SA et ATARI EUROPE SAS,

- Dit que les sociétés ATARI SA et ATARI EUROPE pourront s'acquitter des sommes qui seraient dues à la société ALDEN GLOBAL VALUE RECOVERY MASTER FUND L.P. dans un délai de 24 mois à compter de la signification de la présente ordonnance,

- Dit que les sommes correspondant aux échéances reportées produiront intérêt à taux réduit,



JL  
je

TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS  
ORDONNANCE EN LA FORME DES REFERES DU JEUDI 23/07/2015

N° RG : 2015039451

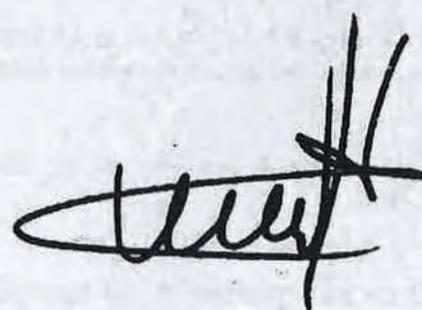
Rejetons toutes les autres demandes.

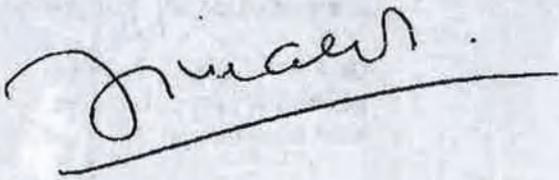
Disons n'y avoir lieu à application de l'article 700 CPC

Disons que les dépens seront à la charge de la société ATARI EUROPE SAS, dont ceux à recouvrer par le greffe liquidés à la somme de 68,56 € TTC dont 11,21 € de TVA.

La présente décision est de plein droit exécutoire par provision en application de l'article 489 CPC

La minute de l'ordonnance est signée par M. Guy Elmalek président et Mme Christèle Chapiot greffier.







## Tribunal de commerce de Paris

N° RG : 2015039451

23/07/2015

RJE7 - REFERE PRONONCE JEUDI

En conséquence, la République Française mande et ordonne à tous Huissiers de justice, sur ce requis, de mettre ladite décision à exécution, aux Procureurs Généraux et aux Procureurs de la République près les Tribunaux de Grande Instance d'y tenir la main, à tous Commandants et Officiers de la force publique, de prêter main-forte, lorsqu'ils en seront légalement requis.

Pour EXPEDITION certifiée conforme  
et revêtue de la formule exécutoire.

Expédition délivrée le 23/07/2015

Le Greffier,

Le Greffier,  
A.M. DEG  
ELLE





[bar code]

Execution copy: Maître  
Martine Cholay  
Copy to plaintiffs: 3  
Copy to defendants: 2  
Le Guerneve copy

**COMMERCIAL COURT OF PARIS**

**ORDER IN SUMMARY PROCEEDINGS ISSUED ON  
THURSDAY 23/07/2015**

**BY: MR GUY ELMALEK, PRESIDING JUDGE**

**ASSISTED BY MS CHRISTELE CHARPIOT, CLERK  
filed with the court**

**1** GD 2015039451  
15/07/2015

**BETWEEN:**

ATARI SA, Trade and Companies Register B 341 699 106, having its registered office at 78 rue Taitbout, 75009 Paris, France

Plaintiff: assisted by Maître David Malamed, Brown Rudnick LLP,  
Lawyer (L0260) and represented by Maître Martine Cholay, lawyer (B242)  
ATARI EUROPE SAS, Trade and Companies Register B 328 033 410, having its registered office at 78 rue Taitbout, 75009 Paris, France

Plaintiff: assisted by Maître David Malamed, Brown Rudnick LLP,  
Attorney (L0260) and represented by Maître Martine Cholay, lawyer (B242)

**AND:**

ALDEN GLOBAL VALUE RECOVERY MASTER FUND L.P., a company governed by US law, having its registered office at c/o ALDEN GLOBAL CAPITAL LLC, 885 Third Avenue, 34<sup>th</sup> Floor, New York, NY 10019, USA

Defendant: represented by Maître Frédéric Azoulay, DLA PIPER UK LLP, lawyer (R235)

In the presence of Maître Laurent Le Guerneve of VALLIOT – LE GUERNEVE SCP, court-appointed administrator, 41 rue du Four, 75006 Paris, France, in the capacity of conciliator pursuant to an order by the Presiding Judge of the Commercial Court of Paris.

For the reasons given in its initial summons dated 8 July 2015, served in accordance with the Hague Convention of 15 November 1965, to which reference should be made for a statement of the facts, ATARI SA and ATARI EUROPE SAS petition the Presiding Judge of the Commercial Court of Paris, acting in summary proceedings, to:

Having regard to Article L. 611-7 of the French Commercial Code and Articles 1244-1 *et seq.* of the French Civil Code,

Order the deferral of payment of any sums of any kind that may be owed by ATARI EUROPE SAS and ATARI SA pursuant to the Alden loan agreement, for a period of not less than two years beginning on the day of notification of the forthcoming decision;

Rule that the sums corresponding to the deferred due dates will accrue interest at a reduced rate, in accordance with Article 1244-2 of the Civil Code;

Order the provisional enforcement of the decision issued;

Order the Defendant to pay costs.

Counsel for ALDEN GLOBAL VALUE RECOVERY MASTER FUND L.P is present.  
The hearing in the case was rescheduled for 16 July 2015.

[two sets of initials]



At the hearing on 16 July 2015, counsel for ALDEN GLOBAL VALUE RECOVERY MASTER FUND L.P, a company incorporated under US law, filed reasoned submissions petitioning this Court to:

Having regard to Article L.611-7 of the Commercial Code,

Having regard to Articles 1244-1 *et seq.* of the Civil Code,

Having regard to Articles 857 and 858 of the Code of Civil Procedure,

Having regard to the Hague Convention of 15 November 1965 "on the service abroad of judicial and extrajudicial acts in civil or commercial matters",

Principally:

- Accept the pleadings of Alden Global Value Recovery Master Fund L.P and rule them to be well-founded;

- Find that Atari Europe SAS and Atari SA have been in a state of insolvency since 9 April 2015 at the latest;

- Find that the summons by Atari Europe SAS and Atari SA for the hearing of 15 July 2015 at 11:30 am is null and void;

- Therefore, declare a lack of jurisdiction on behalf of the Commercial Court of Paris;  
Secondarily,

- Find that the petition by the Atari Group companies violates the provisions of Article L.611-7 of the Commercial Code;

Very secondarily,

- Find that the conditions for application of Article 1244-1 of the Code of Civil Procedure have not been met;

- Dismiss Atari Europe SAS and Atari SA in their entirety;

In any case:

- Dismiss Atari Europe SAS and Atari SA in their entirety with regard to all of their objectives, pleas and claims;

- Order Atari Europe SAS and Atari SA to pay €10,000 each to Alden Global Value Recovery Master Fund L.P pursuant to Article 700 of the Code of Civil Procedure;

- Combine the forthcoming decision in favour of Alden Global Value Recovery Master Fund L.P with provisional enforcement without conditions or guarantees.

Having heard the explanations and observations from each party's counsel, in the presence of Maître Laurent Le Guerneve in his capacity as conciliator, we have rendered our order to the clerk of the court on **Thursday 23 July 2015 at 3:00 pm.**

**We Find,**

**That ATARI** has, since its founding in 1972, been a company governed by US law that, after being sold on successive occasions, was purchased in 2001 by the French firm INFOGRAPHES ENTERTAINMENT, which in 2009 changed the company's name to "ATARI SA",

That the ATARI Group is a publisher of software applications on a variety of video game platforms that can be downloaded to computers, telephones, tablets and other media,

That the ATARI Group experienced strong growth during the 1980s, but currently the French company ATARI SA, listed on the NYSE-EURONEXT PARIS stock exchange, holds 100% of the shares in ATARI EUROPE SAS, which is the owner of the intellectual property rights held by several of its US subsidiaries, for which it manages the rights, but does not have any significant business activity,

[two sets of initials]

PAGE 2



Whereas in April 2006, ATARI EUROPE borrowed the sum of €60 million in principal from BANC OF AMERICA in order to finance its redeployment and the release of new video games, and ATARI SA signed a guarantee for the commitments made by its subsidiary under that loan agreement;

**Whereas** on 10 December 2009, BANC OF AMERICA transferred its receivable to the company known as BLUEBAY, which in turn transferred its receivable to the ALDEN GLOBAL VALUE RECOVERY MASTER FUND investment fund on 5 February 2013,

Whereas as of 31 March 2015, the balance of that loan stood at €10.6 million in principal, plus €1.5 million in interest, it being noted that the repayment term was set at 30 September 2015,

**Whereas ATARI SA states that** in its letter of 30 March 2015, it notified ALDEN, its creditor, of its disagreement regarding the terms for application of the contractual interest rate collected on the loan and considered itself justified in requesting that the legal interest rate be applied, which would result in an excess payment by ATARI SA of €15 million in favour of ALDEN, and added that it would then be ALDEN's creditor for the sum of €4.1 million,

**Whereas in his orders of 2 July 2015 and 3 July 2015**, the Presiding Judge of this Court appointed Maître Laurent Le Guerneve as conciliator, tasked with familiarising himself with the plaintiff's legal, economic and financial circumstances in order to assist the director in his negotiations with the company's creditors and in creating and drafting any protocols for the purpose of ensuring the long-term health of ATARI SA and ATARI EUROPE SA,

**Whereas by writ**, ATARI SA and ATARI EUROPE summoned ALDEN GLOBAL VALUE RECOVERY MASTER FUND L.P (ALDEN) in order to obtain a deferral of payment of any debt owed for a period of 24 months, pursuant to Articles L.611-7 and R.611-35 of the Commercial Code and the provisions of Article 1244-1 *et seq.* of the Civil Code,

**Whereas all of the parties were summoned to the hearing on 16 July 2015 at 4:00 pm,**

Whereas the parties appeared and were heard,  
Whereas the conciliator, Maître Le Guerneve, was present, and submitted a report expressing a favourable opinion regarding the deferral request presented by ATARI SA and ATARI EUROPE,

**Whereas ALDEN states** in its submissions that it was awaiting a summons that was validly issued in the United States by ATARI SA and ATARI EUROPE SAS requesting deferral of payment of the sums owed to ALDEN pursuant to the loan agreement of 21 April 2006, on the basis of Articles L.611-7 of the Commercial Code and Article 1244-1 *et seq.* of the Civil Code,

Whereas it submits that "*the Presiding Judge of this Court is not competent to rule on this request, which moreover is unfounded and made in bad faith*",

[two sets of initials]



PAGE 3

Whereas moreover, during the hearing on 16 July 2015, ALDEN orally invoked the nullity of the summons, in light of its failure to be apprised of that summons,

**Whereas ATARI SA and ATARI EUROPE**, citing Article 114 of the Code of Civil Procedure, state that ALDEN does not substantiate any grievance prompted by the plaintiffs' request,

**WHEREUPON,**

**1. On the competence of the Presiding Judge of the Court:**

Whereas Article L611-7 of the Commercial Code states clearly that "*If, during the proceedings, the debtor is sued by a creditor, the judge who has commenced the proceedings may, at the debtor's request and after having been informed regarding the situation by the conciliator, apply Articles 1244-1 to 1244-3 of the Civil Code*",

Whereas the orders of 2 and 3 July 2015 appointing Maître Laurent Le Guerneve as conciliator were signed by the Presiding Judge of this Court,

Whereas consequently the Presiding Judge of this Court is fully competent to rule on the deferral request submitted by ATARI SA and ATARI EUROPE SAS,

**2. On the nullity invoked regarding the summons:**

Whereas ALDEN GLOBAL VALUE RECOVERY MASTER FUND L.P was summoned by ATARI SA and ATARI EUROPE to appear at summary proceedings on 15 July 2015 at 11:30 am,

Whereas this summons was delivered by DHL,

Whereas on 15 July 2015, all of the parties appeared at that hearing before the Presiding Judge, where it was decided with the consent of all those present that the hearing would be adjourned until 16 July 2015 at 4:00 pm, to allow counsel for ALDEN to contact its American client;

Whereas on 16 July 2015, the rescheduled hearing was held in the presence of the same parties as on 15 July 2015 before the Presiding Judge,

Whereas the lawyer for ALDEN confirmed that he had contacted his client for instructions, and consequently cannot allege ignorance of the summons to appear at this hearing,

**3. On the request for deferral of payment by ATARI SA and ATARI EUROPE:**

Whereas the request for deferral of payment submitted by the plaintiffs involves the sums that may be owed by ATARI SA and ATARI EUROPE to ALDEN,

Whereas this request is the consequence of a dispute between the parties regarding the application of an interest rate for a loan agreement signed with ATARI EUROPE SAS, backed by a guarantee from ATARI SA,

[two sets of initials]



PAGE 4

Whereas the debt owed by ATARI has been assessed by ALDEN at a sum of €10.5 million in principal, plus €1.6 million in interest,

Whereas this sum is disputed by ATARI SA, but ALDEN has formally notified ATARI on three occasions to pay the interest due on 31 March 2015,

Whereas in its letter of 20 April 2015, ALDEN was able to declare that payment for the loan was due immediately without prior formal notice, in accordance with the provisions of Article 23.16 of the loan agreement,

Whereas ATARI SA and ATARI EUROPE SAS have been experiencing financial difficulties that justified the initiation of conciliation proceedings, which demonstrates the determination of the plaintiffs to find an amicable settlement with their creditor in order to ensure the long-term health of their operations,

Whereas the current and future results of ATARI SA and ATARI EUROPE SAS could enable those companies to fulfil their commitments if they were granted payment deferrals,

Whereas under those circumstances, it is appropriate for the Court to grant the payment deferral requested by ATARI SA and ATARI EUROPE SAS,

**On Article 700 of the Code of Civil Procedure**

Equity does not in this case require that the provisions of Article 700 of the Code of Civil Procedure be applied.

**Now therefore**

Ruling in summary proceedings, rendering its judgment in first instance, after having heard all the parties,

Having regard to Articles L.611-7 and R.611-35 of the Commercial Code,

Having regard to Articles 1244-1 to 1244-3 of the Civil Code,

Having regard to Article 329 of the Code of Civil Procedure,

- Declares the Presiding Judge of this Court to be competent to rule on the deferral request submitted by ATARI SA and ATARI EUROPE SAS,

- Rejects the petition dated 15 July 2015 for a finding of nullity submitted by ALDEN GLOBAL VALUE RECOVERY MASTER FUND L.P.,

- Declares that ALDEN GLOBAL VALUE RECOVERY MASTER FUND L.P. is admissible in its pleadings,

- Declares that the deferral request submitted by ATARI SA and ATARI EUROPE SAS is admissible,

- Rules that ATARI SA and ATARI EUROPE may pay any sums owed to ALDEN GLOBAL VALUE RECOVERY MASTER FUND L.P. within a period of 24 months following notification of this decision,

- Rules that the sums corresponding to the deferred due dates will accrue interest at a reduced rate,

[two sets of initials]



PAGE 5

COMMERCIAL COURT OF PARIS  
ORDER IN SUMMARY PROCEEDINGS OF THURSDAY 23/07/2015

GD No.: 2015039451 6

Rejects all other requests.

Rules that Article 700 of the Code of Civil Procedure is not applicable.

Rules that the costs will be borne by ATARI EUROPE SAS, including those to be collected by the clerk's office in the amount of €68.56, tax included, of which €11.21 in VAT.

This ruling is provisionally enforceable ipso jure pursuant to Article 489 of the Code of Civil Procedure.

The original of the order has been signed by Mr. Guy Elmalek, Presiding Judge, and Ms. Christèle Charpiot, Clerk.

[two signatures]



## Commercial Court of Paris

GD no.: 2015039451

23/07/2015

RJE7 – ORDER ISSUED THURSDAY

Accordingly, the Republic of France instructs and orders all Court Bailiffs to execute this decision, all public prosecutors attached to the *Tribunaux de Grande Instance* (Courts of first instance) to respect it and all Commanders and other agents of the Police Force to enforce it should they be so legally required.

---

For certified true copy  
accompanied by executory formula.

Copy issued 23/07/2015

The Clerk,

[Stamp:]  
The Clerk,  
A.M. [illegible]

[Signature]

[Seal:] COMMERCIAL COURT  
CLERK

Certifié conforme à l'original  
N° d'inscription : 15-S770  
Écrit en langue : française  
Fait le : 27/07/2015

